ELECTIONS LEGISLATIVES - SCRUTIN DU 21 MARS 1993

Parti des Travailleurs

Membre de l'Alliance européenne des travailleurs (AET)

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

On ose nous dire qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi, les salaires, l'école, la Sécurité sociale et les retraites, alors que le gouvernement :

- a dépensé 25 millions de francs pour le raid d'un seul avion sur l'Irak;
- a versé 150 milliards dans la poche des spéculateurs pour soi-disant "défendre le Franc";
- a offert aux capitalistes, de 1986 à 1991, 35 milliards d'exonération de charges sociales;
- a dépensé des milliards de "plans sociaux" en "plans d'ampleur" pour justifier des milliers de licenciements. Ainsi, à la COGEMA, entreprise largement bénéficiaire.
- a versé 40 milliards par an de fonds publics à l'école privée. A Montpellier, la municipalité qui verse des millions chaque année aux écoles privées, demande aux établissements scolaires publics de payer l'utilisation des gymnases municipaux.

Les mêmes voudraient nous imposer le partage du travail et des revenus.

NON, les 3 millions de chômeurs officiels (dont 17,5 % de la population active de l'HÉRAULT), les 5 millions de travailleurs précaires (18 000 RMIstes sur le département), le saccage de la protection sociale, la faillite pour des centaines de milliers d'exploitations agricoles, l'asphyxie des communes ne sont pas une fatalité. C'est le résultat du viol du mandat que MITTERRAND et la majorité PS-PCF avaient sollicité du peuple en 1991 pour, disaient-ils, "rompre avec le capitalisme".

IL EXISTE UNE ISSUE

La seule solution n'est-elle pas de mettre un terme à cette politique, commune à la droite et à la "gauche", qui détruit tous les acquis, toutes les conditions de vie et de travail, au nom de la crise politique ? La majorité ouvrière et paysanne de notre pays a voté NON à Maastricht.

L'issue réside dans l'unité qui commence à se réaliser dans les grèves et les manifestations. Ce qui conduit les paysans à se révolter, les ouvriers, les cheminots, les postiers à manifester et à faire grève, c'est le refus de cette politique.

La seule solution, c'est le rassemblement de toutes les forces de la classe ouvrière et de la jeunesse, la réalisation de l'unité des villes et des campagnes avec les organisations. Dans ces élections comme dans toutes ses activités, le Parti des travailleurs n'a pas d'autre but que de contribuer à la réalisation de cette unité.

L'unité pour instaurer la démocratie, ouvrir la voie à la constitution d'un gouvernement capable d'abroger les institutions antidémocratiques de la Ve République ; pour un gouvernement qui soit l'émanation de la volonté du peuple et dont la légitimité sera fondée sur les décisions d'une Assemblée constituante souveraine :

- *Pour confisquer les centaines de milliards distribués par le gouvernement aux spéculateurs,*
- *Pour assurer à tous le droit au travail, garantir la protection sociale existante et pour l'augmentation des salaires;*
- *Pour le respect du principe de la laïcité républicaine :*

"FONDS PUBLICS A L'ECOLE PUBLIQUE, FONDS PRIVES A L'ECOLE PRIVEE"

- *Pour le retrait de toutes les troupes françaises engagées au nom de l'ingérance humanitaire dans des opérations de guerre contre le droit des peuples et des minorités;*
- *Pour l'abrogation des mesures dictées par la CEE et le GATT qui condamnent les agriculteurs à la disparition.*

Sur cette base, le Parti des travailleurs présente un candidat dans la 4e Circonscription de l'Hérault, dans le but d'aider à la réalisation de l'unité des travailleurs et des organisations, pour le "Tous ensemble".

Votez pour Martine APPRIOU, candidate du Parti des travailleurs !

RAPID'IMPRIM 90.09.70.87

Fédération de l'Hérault - 38 rue de la Méditerranée 34000 Montpellier - Tél. : 67-65-07-27